

POINT 01
MODALITES DE DELIBERATION A DISTANCE DES INSTANCES
ADMINISTRATIVES A CARACTERE COLLEGIAL D'AVIGNON UNIVERSITE

Article 1^{er} : Champ d'application

Lorsque les circonstances (urgence, situation sanitaire, éloignement...) ne permettent pas aux organes collégiaux des autorités administratives de se réunir en présentiel, des consultations à distance sont possibles dans les conditions ci-dessous définies.

Les délibérations à distance peuvent être organisées, sous réserve du secret du vote conformément à l'article 8 de la présente délibération, lorsque celui-ci n'a pas lieu à main levée, dans des conditions où l'instance se réunit physiquement.

Article 2 : Instances concernées

Est soumis aux dispositions de la présente délibération et est appelé à siéger et à délibérer en formation dématérialisée l'ensemble des instances délibératives de l'université composées d'au moins trois personnes et ayant vocation à adopter des avis ou des décisions, notamment :

- les conseils centraux, de composantes et de services, siégeant en formations plénière et restreinte ;
- les comités ;
- les commissions.

Article 3 : Règles applicables aux délibérations à distance

Les délibérations à distance des instances peuvent être mises en oeuvre :

- au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle ;
- par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique permettant un dialogue en ligne ou par messagerie.

L'utilisation de ces procédés est subordonnée à la vérification préalable que l'ensemble des membres a accès à des moyens techniques permettant leur participation effective pendant la durée de la délibération.

Ces procédés de délibération à distance sont mis en œuvre au moyen d'un dispositif permettant l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers.

Les règles applicables aux délibérations organisées au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle ou d'échanges de messages électroniques (quorum, majorité,...) sont, sauf règle spécifique à la délibération à distance, les mêmes que celles applicables aux délibérations en présentiel. La convocation adressée aux membres de l'instance précisera le procédé retenu et les modalités pratiques pour la participation des membres.

Article 4 : Participation de tiers aux débats

Des tiers ou experts peuvent être invités lorsque leur participation est jugée utile à un ou plusieurs points à l'ordre du jour. Ils sont informés des modalités techniques de leur intervention. Ils sont entendus dans les conditions prévues par les dispositions qui régissent ces instances. Ils assistent aux débats et y participent selon les mêmes modalités techniques que les membres de l'instance.

Article 5 : Règles spécifiques applicables aux délibérations organisées au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle

L'engagement de la délibération est subordonné à la vérification préalable que l'ensemble des membres a accès à la conférence, afin de permettre la participation effective pendant la durée du délibéré.

Pour procéder à cette vérification, après avoir effectué le recensement des pouvoirs, il est procédé à un appel nominatif des membres participants.

Pour une organisation optimale, notamment dans l'obligation de contrôle du quorum, il est recommandé de se connecter à l'application avant l'heure de début de la séance.

Seules peuvent participer aux échanges et y assister les personnes autorisées. Toute autre présence est interdite.

Les membres sont invités à faire part de leur suffrage à main levée en s'identifiant nettement et sans équivoque auprès du président de l'instance et en indiquant s'ils sont « POUR », « CONTRE » ou « ABSTENTION ». Un membre de l'instance qui ne manifeste aucun suffrage est considéré par défaut comme s'abstenant.

Le président de l'instance clôt la phase de vote et le service administratif d'appui à l'instance considérée énonce les résultats pour le.s avis ou la.les décision.s, selon le cas, et le décompte des voix.

Article 6 : Règles spécifiques applicables aux délibérations organisées au moyen d'échanges de messages électroniques

La mise en oeuvre d'un procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique comporte une phase de discussion et une phase de vote organisées conformément aux dispositions du décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014.

L'engagement de la délibération par voie d'échange d'écrits est subordonné à la vérification préalable que l'ensemble des membres a accès à des moyens techniques permettant leur participation effective pendant la durée de la délibération. Cette vérification prend la forme d'un message de confirmation adressé par chacun des membres, obligatoirement depuis l'adresse de messagerie universitaire nominative ou, pour les personnalités extérieures, depuis l'adresse de messagerie transmise lors de leur désignation, au secrétariat de l'instance et au président de séance.

Le président de séance informe les autres membres de la tenue de cette délibération par voie électronique, de la date et de l'heure de son début, ainsi que de la date et de l'heure à laquelle interviendra au plus tôt sa clôture. Cette information suit les règles applicables à la convocation des réunions de l'instance.

Si plusieurs points sont inscrits à l'ordre du jour de la séance, chaque point fait l'objet d'une délibération dans les conditions et suivant les présentes modalités.

La séance est ouverte par un message du président de l'instance à l'ensemble des membres, qui rappelle la date et l'heure limite pour la présentation des contributions. À tout moment, il peut décider de prolonger la durée de la délibération. Il en informe les membres y participant. Seules les personnes invitées peuvent être destinataires des messages envoyés par les membres dans le cadre de la délibération.

Les observations effectuées par les membres de l'instance lors de la phase d'échanges doivent être immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent y répondre pendant le délai prévu pour la délibération, afin d'assurer le caractère collégial de celle-ci. Les débats sont clos par un message du président de séance, qui ne peut intervenir avant l'heure limite fixée pour leur clôture.

Le président de séance adresse immédiatement un message indiquant l'ouverture des opérations de vote, qui précise la durée pendant laquelle les membres de l'instance peuvent voter en indiquant s'ils sont « POUR », « CONTRE » ou « ABSTENTION ». L'absence d'expression de vote de la part d'un membre à l'échéance de la phase de vote est comptée comme une abstention. Au terme du délai fixé pour l'expression des votes, le président de séance en adresse les résultats à l'ensemble des membres de l'instance.

Sans préjudice des règles de quorum définies pour chaque instance, une délibération organisée au moyen d'échanges de messages électroniques n'est valable que si la moitié au moins des membres a effectivement participé à la séance.

Cette procédure de délibération à distance ne peut pas être utilisée pour les délibérations impliquant un quorum physique ou si l'instance est saisie dans le cadre d'une procédure de sanction.

Article 7 : Pouvoirs

Les membres des instances peuvent recevoir procuration dans les mêmes conditions que celles utilisées pour les réunions en présentiel.

Article 8 : Modalités de vote à bulletin secret

Quel que soit le procédé utilisé et si les statuts ou règlements intérieurs des instances le prévoient, il peut être organisé et demandé de procéder à un vote à bulletin secret.

Le vote à bulletin secret est organisé par le président de l'instance selon l'un des procédés ci-après :

- Au moyen d'un outil technique adéquat ;
- Avec l'appui d'un huissier de justice et selon les modalités techniques définies par ce dernier ;
- Avec l'appui d'un agent du service administratif d'appui à l'instance, désigné par le président de séance.

Si la demande de vote à bulletin secret intervient en cours de séance, seule la troisième modalité peut être utilisée.

Lorsque les opérations de vote à bulletin secret sont prises en charge par un agent du service administratif d'appui à l'instance, celui-ci envoie un courrier électronique à chacun des membres ayant voix délibérative. Les membres répondent alors à la question posée par un courriel adressé exclusivement à l'agent chargé du vote à bulletin secret.

Les membres ne peuvent voter qu'avec leur adresse de messagerie universitaire nominative ou, pour les personnalités extérieures, avec l'adresse de messagerie transmise lors de leur désignation. Ils doivent mentionner s'ils sont porteurs d'une procuration.

L'agent chargé du vote à bulletin secret compte les votes et transmet ensuite exclusivement le résultat au président de séance.

L'agent chargé du vote à bulletin secret est soumis, comme tout agent public, à l'obligation de discrétion professionnelle et a ordre de ne révéler à personne sous aucun prétexte le sens des votes des membres, ni au président de séance ni à ses autres supérieurs hiérarchiques.

Article 9 : Incident technique

En cas d'incident technique, la délibération et la procédure de vote peuvent être reprises ou poursuivies dans les mêmes conditions.

Article 10 : Procès-verbal, modalités d'enregistrement et de conservation des débats ou des échanges

S'il est prévu dans les dispositions relatives au fonctionnement de l'instance, la délibération prise à distance fait l'objet d'un procès-verbal, soumis à l'approbation des membres lors de la séance suivante.

Les délibérations organisées au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle font l'objet d'un enregistrement audio et vidéo pour servir de preuve en cas de contestation de la retranscription écrite. Les enregistrements sont conservés jusqu'à l'approbation du procès-verbal.

Article 11 : Entrée en vigueur

La présente délibération prend effet à compter de sa date de publication et après transmission au Recteur de Région académique, Chancelier des universités, pour la durée de la période d'état d'urgence sanitaire.

Elle s'appliquera également après la fin de cette période pour toutes les délibérations futures.

* * *